

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

Rénovation énergétique & aménagements du Groupe Scolaire de Saint Agathon

5 rue des Ecoles / rue de Pors ar Bornic

22200 ST AGATHON



DEKRA Industrial
16 rue de la Morgan
Centre Synergie 22
22360 LANGUEUX

Tél. 02.99.86.72.11
Fax

Affaire n° : 54367906

Coordonnateurs SPS

Conception : JEROME GUYOT
Réalisation : JEROME GUYOT

Modifications et évolutions

| Date | Indice | Modifications apportées |
|------------|--------|-------------------------|
| 09/01/2026 | A | Version initiale |

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

| | |
|--|----------|
| Préambule..... | 5 |
| Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable..... | 6 |
| Présentation du projet | 6 |
| • Description succincte du projet..... | 6 |
| • Situation géographique et Description synthétique de l'environnement | 6 |
| • Phasage des travaux et calendrier prévisionnel..... | 6 |
| Intervenants concernés par l'opération | 8 |
| • Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, | 8 |
| • Organismes institutionnels de la prévention | 8 |
| • Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage | 8 |
| Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS..... | 9 |
| Description de l'environnement et des servitudes..... | 9 |
| Description de l'ouvrage à bâtir..... | 10 |
| Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers..... | 10 |
| • Amiante..... | 10 |
| • Plomb..... | 12 |
| Accès au chantier | 12 |
| • Véhicules et personnel..... | 12 |
| • Points particuliers..... | 12 |
| • Fléchage - Signalétique d'accès..... | 12 |
| • Affichage..... | 12 |
| • Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier..... | 12 |
| • Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)..... | 13 |
| Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier | 13 |
| • Infrastructures de chantier..... | 13 |
| • Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges | 13 |
| • Protections collectives..... | 13 |
| Voirie et réseaux divers préalables aux travaux | 14 |
| Installations de chantier..... | 14 |
| • Plan d'installation de chantier..... | 15 |
| • Recherche des zones d'installation du cantonnement | 15 |
| • Clôtures | 15 |
| • Affectation des installations de chantier..... | 16 |
| • Dimensionnement du cantonnement..... | 16 |
| • Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel..... | 16 |
| • Secours..... | 17 |
| • Nettoyage et entretien du cantonnement..... | 17 |
| Autorisations administratives et démarches diverses | 17 |



| | |
|--|-----------|
| Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent | 18 |
| Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales | 18 |
| • Généralités..... | 18 |
| • Circulations des piétons | 18 |
| • Circulations horizontales et verticales..... | 18 |
| Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage | 20 |
| • Généralités..... | 20 |
| • Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA) | 20 |
| • Grues mobiles : | 20 |
| • Grues auxiliaires de chargement de véhicules : | 20 |
| • Vérification des appareils et des accessoires de levage | 21 |
| • Autorisation de conduite | 21 |
| • Limitation du recours aux manutentions manuelles | 21 |
| • Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement | 21 |
| Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux | 21 |
| • Approvisionnements | 22 |
| • Magasins | 22 |
| Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres | 24 |
| • Evacuation des déchets | 24 |
| Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux | 24 |
| • Matières et substances dangereuses | 24 |
| • Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier..... | 24 |
| Protections collectives | 24 |
| Travail en hauteur | 25 |
| Installation électrique de chantier | 26 |
| Mesures prises en matière d'interactions sur le site | 27 |
| Mesures prises en matière de risques spécifiques (non exhaustives)..... | 27 |
| Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier | 30 |
| Respect des contraintes du site | 30 |
| • Horaires de chantier imposés..... | 30 |
| • Horaires et contraintes de livraisons..... | 30 |
| Site en exploitation | 30 |
| • Risque incendie..... | 30 |
| • Evacuation des personnes en cas d'incendie | 30 |
| Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus | 30 |
| Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant | 31 |
| Nettoyage du chantier | 31 |
| • Règles générales de nettoyage du chantier..... | 31 |
| Démarche environnementale, tri des déchets..... | 31 |
| • Objectifs..... | 31 |
| Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..... | 32 |



| | |
|---|-----------|
| Organisation des secours..... | 32 |
| Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) | 32 |
| Infirmierie..... | 32 |
| Dispositions en cas de travail isolé | 33 |
| Risque incendie | 33 |
| Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants | 34 |
| Entreprises désignées par le maître d'ouvrage..... | 34 |
| inspection commune | 34 |
| Etablissement d'un PPSPS | 35 |
| Diffusion des PPSPS | 35 |
| Observations du coordonnateur SPS..... | 36 |
| Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour..... | 36 |
| Mise à jour du PGC | 36 |
| Sous-traitant | 36 |
| Travailleurs Indépendants | 37 |
| Travail dissimulé..... | 37 |
| Prêt de main d'oeuvre | 37 |
| Recensement des accidents du travail | 37 |
| Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)..... | 38 |
| Annexe(s)..... | 39 |



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Le projet a pour objet la rénovation énergétique et le réaménagement du groupe scolaire de la commune de SAINT AGATHON.

Situation géographique et Description synthétique de l'environnement



Etablissement en activité pendant les travaux.

A proximité :

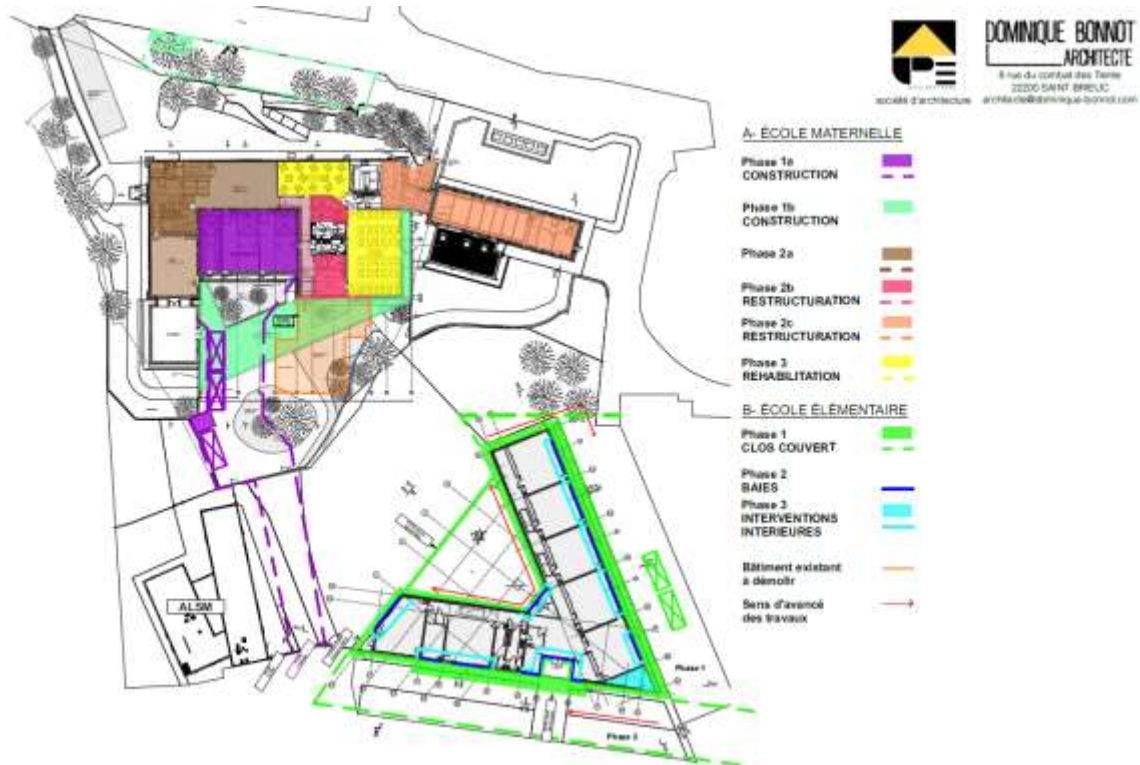
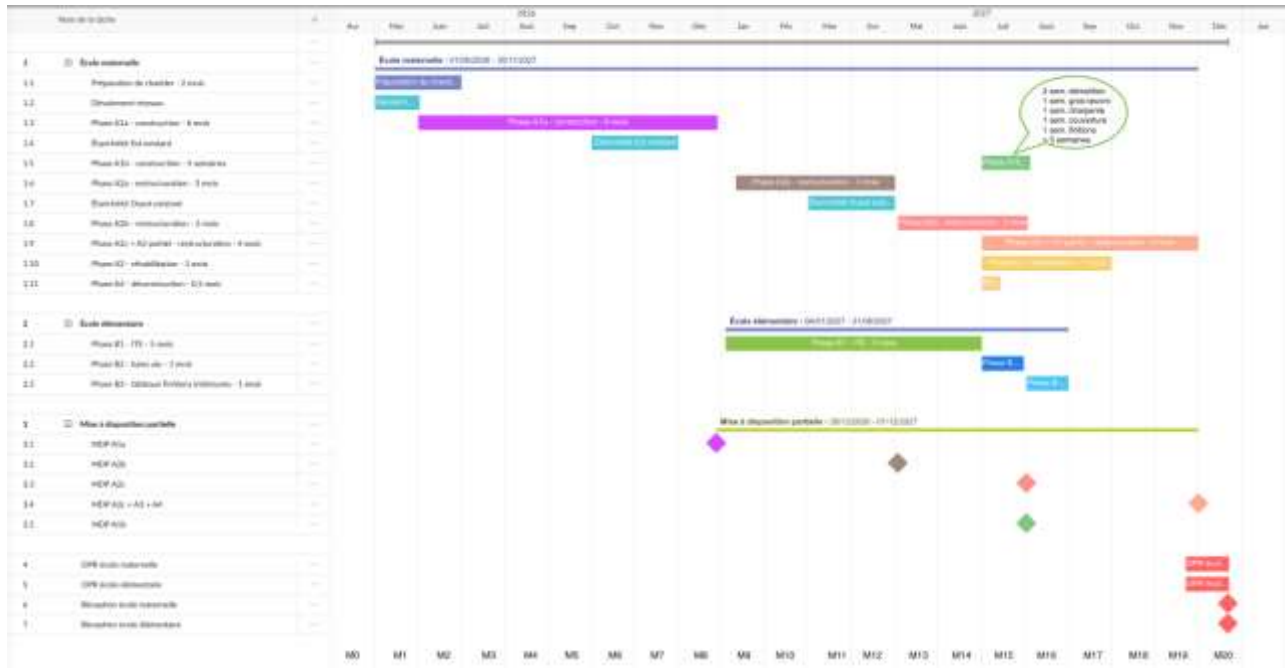
A l'Est / sud : Terrains privés , habitations
A l'ouest : terrain de football, locaux associatifs...

L'accès aux zones de chantier se fait par la rue Pors ar Bornic puis en empruntant les accès existants dédiés aux personnels/élève de l'école. **S'agissant d'un accès commun, des dispositions particulières devront être prises.**

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

La durée des travaux prévisionnelle en plusieurs phases est de 19 mois, comprenant 2 mois de préparation.

La date de démarrage des travaux est prévue en MAI 2026.



Enclenchement de la mission SPS :

Le PGC a été réalisé en phase PRO suite à :

- Réception du dossier PRO , en date du 28/11/2025
- Réunions en phase APD/PRO avec la maîtrise d'œuvre et assistant MOA les 12/09/25, 23/10/2025 et 10/12/2025

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION**Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

| Intervenants | Représentant | Téléphone Fax Email |
|--|--|--|
| Maître d'ouvrage | | |
| COMMUNE DE SAINT AGATHON 3 Place du Bourg 22200 ST AGATHON | | +33 2 96 44 97 73 +33 2 96 44 98 68 mairiesaintagaton@wanadoo.fr |
| Architecte | | |
| AUPE BRETAGNE 8 rue Combat des trente 22000 ST BRIEUC | M. BONNOT | architecte@dominique-bonnot.com |
| Assistant Maître d'Ouvrage | | |
| ISTOR 91 Rue Nationale 35650 LE RHEU | Mme HENOCQ-MARCUZZI | contact@istor-amo.fr |
| OPC | | |
| SCOPI G. CLERAN 13, rue René Coty 22120 YFFINIAC | M. CLERAN | 02.96.72.65.85 02.96.72.77.13 scopi.cleran@wanadoo.fr |
| Coordonnateur SPS | | |
| DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 16 rue de la Morgan Centre Synergie 22 22360 LANGUEUX | Titulaire : C : JEROME GUYOT R : JEROME GUYOT Suppléant : C : R : | 02.99.86.72.11 jerome.guyot@dekra.com |

Organismes institutionnels de la prévention

| Intervenants | Représentant | Téléphone Fax Email |
|--|-----------------|---|
| CARSAT BRETAGNE | | |
| 236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9 | | 02 99 26 61 38 02 99 26 70 48 drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr |
| OPPBTP | | |
| 18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES | OPPBTP BRETAGNE | 02 99 38 29 88 02 99 63 33 45 rennes@oppbtp.fr |
| DDETS 22 | | |
| 1 boulevard Edouard Prigent CS2248 22022 ST BRIEUC CEDEX 1 | DEETS | 02.96.62.65.88 02.96.62.65.99 dd-22.inspection- section04@dirrecte.gouv.fr |

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le terrain est situé en site occupé, lycée.

Les contraintes sont liées à :

- la place restreinte autour de l'emprise des bâtiments (base vie, stockage, ...),
- la gestion des entrées et sortie des véhicules chantier (entreprises, livraisons, ...),
- la présence des élèves, personnel de l'école, la circulation des piétons et de véhicules...

Par rapport aux piétons et aux établissements en activité

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que tous les travaux sont réalisés dans un ERP en activité.

Elles doivent donc en tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.

Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, l'évacuation des occupants, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours.

L'Article GN 13 du Règlement de Sécurité contre l'incendie des Etablissements Recevant du Public (E.R.P) doit impérativement être respecté.

Dans tous les cas, les accès empruntés par le personnel et le public de l'établissement doivent être libres de tout stockage de matériaux. Les sorties de secours devront toujours être libres de tout obstacle.

Rouler au pas.

Guidage des manœuvres impératif aux abords et sur le chantier.

Nettoyage de la chaussée dès que nécessaire.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les entreprises concernées (gros œuvre, terrassements-VRD) doivent adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux **ou prise de connaissance des plans de récolement auprès de l'exploitant.**

Si présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des terrassements : l'entrepreneur titulaire définit avec l'exploitant et les concessionnaires les dispositions afférentes à la protection et à la conservation de ces réseaux ou à leur dévoiement provisoire. Aucun engin mécanique ne doit terrasser à moins d' 1,50 m d'une ligne enterrée.

Présence de réseaux existants non définie : L'entrepreneur en informe aussitôt le Maître d'oeuvre qui décidera sur accord des concessionnaires, de leur suppression ou de leur conservation.

Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux sont précisées dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux doivent mentionner la nature du réseau concerné.
- Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).

Par rapport aux réseaux existants

Avant tout commencement des travaux, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux.

Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés en coordination avec les services techniques de l'établissement. Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988). **A charge des lots techniques.**

Par rapport aux autorisations de survol

Les bâtiments occupés, voiries/espaces publics ou privés sont interdits de survol en charge.

Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne peut s'effectuer qu'après la neutralisation des emprises de travaux et mise en place des clôtures de chantier en limite de propriété.

Par rapport à la nature du sol

Les entreprises titulaires (en particulier pour les terrassements et fondations) doivent respecter les exigences du rapport G2 AVP de SOL EXPLOREUR en date du 18/11/2025

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Se référer au CCTP.

Liste des lots :

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

Un repérage amiante avant travaux a été réalisé par la société SOCOTEC en date du 14/06/2021.

Conclusion : présence d'amiante sur l'école Maternelle :

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante



BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

ECOLE MATERNELLE
5 rue des Ecoles
22200 ST AGATHON

Propriétaire

COMMUNE DE SAINT-AGATHON
3, place du Bourg
22200 ST AGATHON

Demandeur

COMMUNE DE SAINT-AGATHON
3, place du Bourg
22200 ST AGATHON

SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Date du rapport : 14/06/2021

Date de commande : 16/04/2021

Date de visite : 09/06/2021

Nombre de pages : 50

Fait à : CESSON-SEVIGNE CEDEX

Référence du dossier :
2104CBRREBCI007118/1

Nombre de prélèvements : 0

Le présent rapport est établi par
Jean Marc FLAUX

dont les compétences sont certifiées par
: I.Cert

sur la durée de validité du 20/12/2018
au 15/06/2022

Certificat de compétence :
n° CPDI5112

Contrat d'assurance :
AXA /
n° 37503519275087 / échéance
31/12/2021

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

Rappel : Chaque entreprise doit prendre connaissance des repérages amiante avant travaux. L'entreprise à une obligation de résultat en terme de sécurité sur le chantier (analyse des risques exhaustifs à réaliser).

Les entreprises doivent notamment vérifier que le repérage amiante avant travaux intègre bien l'ensemble des zones concernées par leur travaux : en cas d'absence de repérage, intervention interdite sur les matériaux existants (dépose, perçage etc...). Le MOA/MOE seront alertés afin de définir les conditions de reprise.

Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ce repérage n'exclue pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur des matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir.

En cas de découverte d'éléments suspects : arrêt de tache + prévenance auprès du MOA/MOE/CSPS afin de définir les conditions de reprise.

-Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers. Aucune coactivité simultanée permise pendant le traitement des matériaux contenant de l'amiante.

Plomb

Pas de repérage plomb transmis lors de la rédaction du présent PGC.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès aux zones de chantier se fait par la rue Pors ar Bornic

Les manœuvres sont à éviter et doivent être guidés. Agent de trafic obligatoire.

Points particuliers

Seuls les véhicules professionnels seront autorisés à stationner dans la base vie et sur le chantier. Cela uniquement pour faciliter les manutentions, livraisons.

Les compagnons doivent stationner leurs véhicules sur les stationnements dans la rue aux abords du chantier, en respectant le code de la route.

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé. Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles aux personnels et aux usagers de l'établissement.

Les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes extérieures aux travaux ne soient pas soumises à des risques de chute de plain-pied (câbles des enrouleurs suspendus, balisage des zones de travaux, etc.).

Fléchage - Signalétique d'accès

Une signalisation d'accès au chantier est mise en place, chaque entrepreneur informe ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Signalisation extérieure et intérieure : L'entreprise titulaire du **Lot Gros-œuvre** doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier. Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sont assurés par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». **A charge du lot Gros œuvre (G.O)**

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS. Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

1. Les personnes liées par contrat à la réalisation de l'opération.

- Accès autorisé après la signature des contrats de Maîtrise d'œuvre :



- Maîtrise d'ouvrage
- Maîtrise d'œuvre (dont OPC)
- Coordonnateur SPS
- Contrôleur technique.
- Accès autorisé après l'IC (Inspection Commune) et remise du PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) accompagné du listing du personnel :
 - Entrepreneurs et Sous-traitants,

2. Les personnes extérieures à la réalisation du chantier.

- Accès autorisé sur rendez-vous et accompagné obligatoirement du Responsable désigné pour cette mission :
 - Public dont : visiteurs divers...
- Accès autorisé sur rendez-vous uniquement :
 - Services publics en régie directe ou déléguée dont : électricité, gaz, téléphonie, eau, assainissement...
 - Fournisseurs, locataires, agents commerciaux

3. Les personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire.

- Accès autorisé libre et accompagné par un responsable désigné de l'établissement:
 - Inspection du Travail, CARSAT, OPPBTP et médecin du travail
 - Pompiers
 - Services de police et Gendarmerie...

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il doit être favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

L'entreprise titulaire du **lot 2 gros œuvre** a à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages) doit être appliquée.

Protections collectives

Le **Lot 4 I.T.E** a à sa charge la mise en place et le maintien d'un échafaudage partagé, qui sera utilisé par les lots : I.T.E / Couverture / Menuiseries / Gros-œuvre

Les échafaudages seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80). Tous les accès au bâtiment seront munis d'auvents de protection et de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.



Ils seront mis en oeuvre dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAMTS R 408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées. Le choix de l'échafaudage se fera en fonction de l'analyse des besoins, des contraintes du site et des aspects ergonomiques (poids des éléments, circulation...).

L'échafaudage avec planchers étagés, sera équipés de :

- plateaux métalliques galvanisés anti-dérapants,
- double garde-corps réglementaires et plinthes à tous les niveaux,
- accès par planchers à trappe et échelles,
- filets verticaux d'échafaudage assurant une protection des passants et de la chaussée, de la chute d'objets et de projections diverses de matériaux, peinture ou encore de la poussière.
- prévoir des filets avec un traitement UV lors de la réalisation d'ITE,
- amarrages (colliers, tubes, crochets, etc).

L'échafaudage devra notamment:

- permettre la réparation des bétons abîmés de la cornière béton, le sciage des appuis,
- permettre la modification des gouttières et de leurs descentes d'eaux pluviales,
- permettre l'ensemble des travaux de ravalement en façades,
- sécuriser les travailleurs sur site (Tous Corps d'Etat confondus), pour l'ensemble des travaux en façades.

Compris filets, tunnels et pare gravats au droit des sorties du bâtiment, protection des ouvrages risquant d'être abîmés par les travaux dans l'emprise de ces derniers, clôtures en pied de bâtiment empêchant les tiers d'approcher des travaux, amené, montage, démontage, repli autant de fois que cela sera nécessaire pour la réalisation des travaux T.C.E. dans le respect du planning.

L'échafaudage ne pourra pas être démonté tant que les travaux de ravalement et de couverture ne seront pas achevés.

- Le classement de l'échafaudage prendra en compte les charges mises en oeuvre (le poids des matériels et matériaux pour la réparation des ouvrages en béton, le poids des ouvrages de ravalement et d'isolation thermique par l'extérieur, de levage des matériaux, etc.,).

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

| <i>Désignation</i> | <i>Localisation</i> | <i>Phasage</i> | <i>Lot chargé de la réalisation</i> |
|--|--------------------------|--|-------------------------------------|
| Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier | Accès existant à adapter | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot 3 - gros œuvre |
| Raccordement au réseau d'Eau Potable | Comptage depuis existant | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot 3 - gros œuvre |
| Evacuation des eaux usées | Sur existant ou fosse | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot 3 - gros œuvre |
| Raccordement au réseau Electrique | Sur comptage chantier | Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux | Lot 3 - gros œuvre |

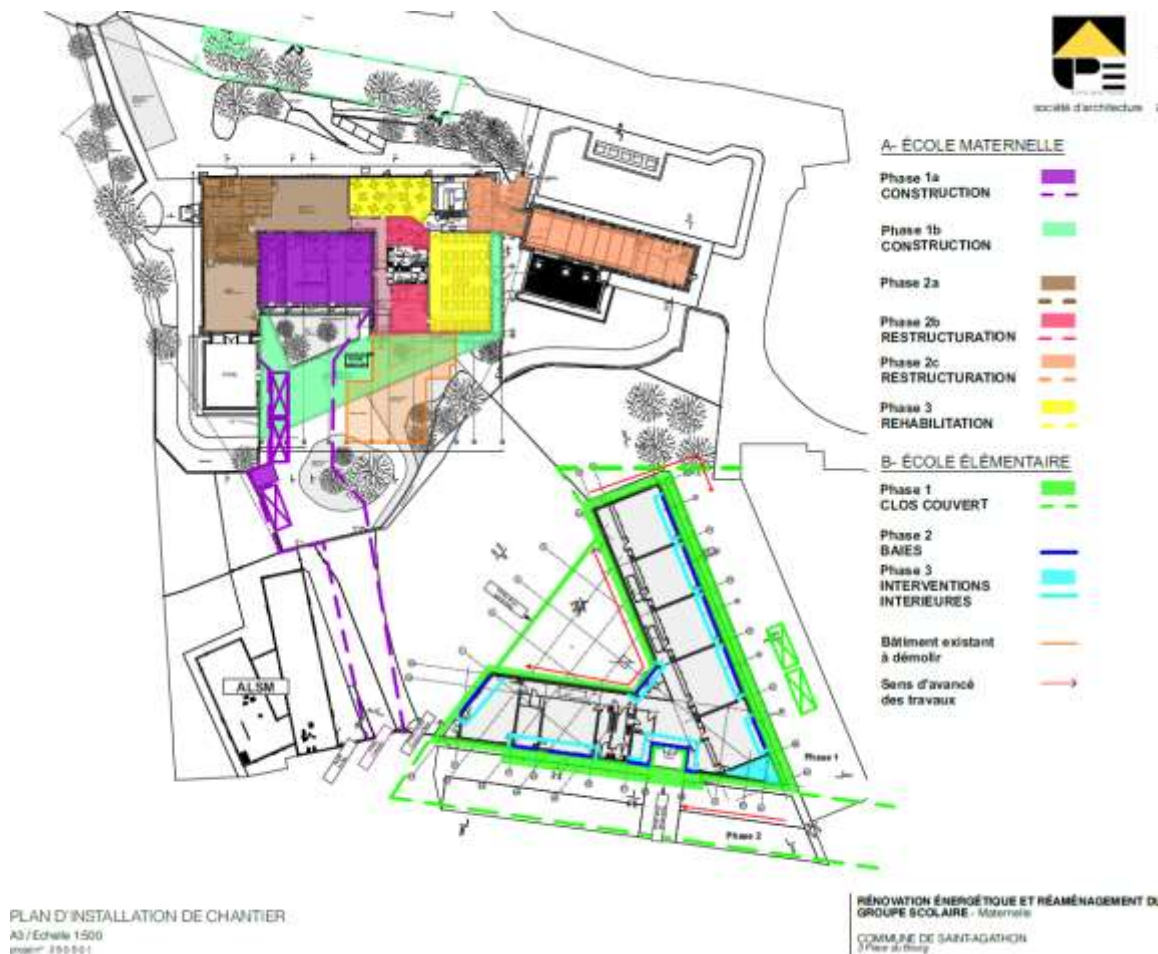
INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne peuvent débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.



Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier est établi par l'entreprise du **lot Gros œuvre**, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.



Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précise :

- Le cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires, sanitaires).
- Les accès livraison, cheminement piéton.
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Descriptif du système anticollision si nécessaire.

Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction. A charge de l'entreprise de **lot Gros œuvre**

Les clôtures sont en bon état, liées entre elles et au sol.

L'entreprise réalisant la clôture a sa charge 2 portails avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Un portillon est également exigé pour différencier l'accès piéton des livraisons.

L'entreprise titulaire du **Lot lot 3 Gros œuvre** adapte cette clôture en fonction du phasage des tâches établi par la maîtrise d'œuvre en limites d'opération, afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier.

L'entrepreneur titulaire du **lot 3 Gros œuvre** a à sa charge la réalisation et l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier.

Chaque entreprise doit le respect, le maintien de la fermeture des clôtures.

A l'intérieur du bâtiment existant, afin d'assurer la protection et l'isolement entre les zones restant en exploitation et les zones touchées par les travaux, des cloisons provisoires et parfaitement étanches y compris en faux plafonds seront mises en place pour éviter les contaminations. Les entreprises de **lot 3 Gros œuvre (selon CCTP)** ont à leur charge la fourniture et la mise en œuvre de fermetures et protections provisoires étanches à l'eau, l'air et la poussière, ainsi que leur entretien pour maintenir leur efficacité pendant toute la durée du chantier.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier sont réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

| Nature de l'installation | Réalisée par | A charge |
|---|---------------------------------|---------------------------------|
| Clôtures, 2 portails et 1 portillon avec signalisation de sécurité du chantier | lot 3 Gros œuvre | lot 3 Gros œuvre |
| Réseaux divers existants à protéger | | |
| Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.) | | |
| Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement | | |
| Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), 2 cabinets d'aisance (hommes/femmes), douches | | |
| Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur | | |
| Point de distribution en eau | | |
| Salle de réunion commune pour les réunions de chantier | | |
| Vestiaires et réfectoire communs | | |
| Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées) | | |
| Bennes à déchets tri (7 flux) | LOT 10 - ELECTRICITE | LOT 10 - ELECTRICITE |
| Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (circulations) et éclairage | | |

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement doit être dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs sont précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques sont prévus dans les locaux réservés au personnel.



Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage et l'entretien du cantonnement sont réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

| Nature de l'intervention | Réalisée par | A charge |
|---|-------------------------|-----------------|
| Nettoyage régulier (selon code du travail) des locaux communs et des installations communes d'hygiène | lot 3 Gros œuvre | Compte pro-rata |
| Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette) | | |

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

| Démarches administratives | Services concernés | Réalisées par : |
|---|---|---|
| D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires | Ensemble des concessionnaires | Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques |
| Envoi du PPSPS du lot principal | - Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP | lot 3 Gros œuvre |
| Plan de retrait 1 mois avant les travaux de désamiantage | - Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP | lot 1 DECONSTRUCTION |
| Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique | Services techniques de la ville | Chaque Lot concerné |

Chaque entreprise doit s'informer des dispositions prises par l'exploitant du site, sachant qu'en préambule :

1. Les opérations de livraisons et d'évacuations doivent se faire en cohérence avec le fonctionnement de l'établissement.
2. Les accès et voies pompier sont en permanence libres de jour comme de nuit.
3. Les zones de stockage sont organisées de telle sorte à ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement.



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments doivent être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique est mise en place dès le début des travaux par **le lot 3 Gros œuvre**

Le cheminement vers le cantonnement est protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mène directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

Circulations périphériques des bâtiments : L'entrepreneur réalisant les Terrassements (**Lot 2**) doit une plate-forme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages. L'entreprise titulaire du **Lot 2 VRD** a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages.

Les échafaudages seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80). Tous les accès au bâtiment seront munis d'auvents de protection et de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.

Ils seront mis en oeuvre dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAMTS R 408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.

Le choix de l'échafaudage se fera en fonction de l'analyse des besoins, des contraintes du site et des aspects ergonomiques (poids des éléments, circulation...).

L'échafaudage avec planchers étagés, sera équipés de :

- plateaux métalliques galvanisés anti-dérapants,
- double garde-corps réglementaires et plinthes à tous les niveaux,
- accès par planchers à trappe et échelles,
- filets verticaux d'échafaudage assurant une protection des passants et de la chaussée, de la chute d'objets et de projections diverses de matériaux, peinture ou encore de la poussière.
- prévoir des filets avec un traitement UV lors de la réalisation d'ITE,
- amarrages (colliers, tubes, crochets, etc).

L'échafaudage devra notamment:

- permettre la réparation des bétons abîmés de la cornière béton, le sciage des appuis,
- permettre la modification des gouttières et de leurs descentes d'eaux pluviales,
- permettre l'ensemble des travaux de ravalement en façades,
- sécuriser les travailleurs sur site (Tous Corps d'Etat confondus), pour l'ensemble des travaux en façades.

Compris filets, tunnels et pare gravats au droit des sorties du bâtiment, protection des ouvrages risquant d'être abîmés par les travaux dans l'emprise de ces derniers, clôtures en pied de bâtiment empêchant les tiers d'approcher des travaux, amené, montage, démontage, repli autant de fois que cela sera nécessaire pour la réalisation des travaux T.C.E. dans le respect du planning.

L'échafaudage ne pourra pas être démonté tant que les travaux de ravalement et de couverture ne seront pas achevés.



- Le classement de l'échafaudage prendra en compte les charges mises en oeuvre (le poids des matériels et matériaux pour la réparation des ouvrages en béton, le poids des ouvrages de ravalement et d'isolation thermique par l'extérieur, de levage des matériaux, etc.,).

| <i>Organisation concernée</i> | <i>Mesures de Coordination</i> | <i>Lot concerné</i> |
|--|--|-------------------------|
| Plan de circulation piétons et véhicules | Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier est établi lors de la phase préparation du chantier. | lot 3 Gros œuvre |
| Aménagements des entrées dans les bâtiments | Les accès au niveau des entrées des bâtiments sont aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"> - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en travaux ; - permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. | Lot 3 Gros œuvre |
| Aménagements des accès pour les engins et le personnel | Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prend toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès. | lot 2 Gros œuvre |
| Aménagements des rampes d'accès | Les rampes sont réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente. | Lot 2 Gros œuvre |
| Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales | Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : | Lot 2 Gros œuvre |

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Les entreprises qui envisagent l'utilisation d'un engin de levage doivent prendre connaissance et intégrer les consignes de sécurité dans leurs études d'adéquation de l'engin de levage.

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien devront pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

Le lot gros-œuvre informera des dates de montage/démontage de la grue et fournira un plan de principe.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules doivent être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est aussi tenu à disposition.

| <i>Organisation concernée</i> | <i>Mesure de Coordination</i> | <i>Lot concerné</i> |
|---|---|---|
| Utilisation d'un appareil de levage en commun | En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises. | Les entreprises concernées par des manutentions |



| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|--|----------------------------|
| Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention | Chaque entreprise doit prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé doit être abordé au cours de la l'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise. | Les entreprises concernées |
| Interférence des appareils de levage | Le planning des travaux est organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites est mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences. | Les entreprises concernées |

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage doit être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|--|-------------------|
| Besoins en surface de stockage et surface de magasins | Les entreprises doivent formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier. | Tout corps d'état |
| Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier | Les fournisseurs sont informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée doit prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés. | Tout corps d'état |



Approvisionnements

Les matériels et matériaux doivent être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins

Les entreprises ont la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin doit être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises sont tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

TRAVAUX DE DESAMANTAGE

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|---|-----------------------|
| Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres | L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé. L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co activité. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail. | LOT 01 DESAMANTAGE |
| Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3) | L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : – Le type et les quantités d'amiante manipulés ; – Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ; – Les méthodes de mise en oeuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ; – Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ; – La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ; – Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ; Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux. | LOT 01 DESAMANTAGE |
| Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4) | L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du | LOT 01 DESAMANTAGE |



| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|--|------------------------|
| | <p>code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :</p> <p>La nature de l'intervention ;</p> <p>Les matériaux concernés ;</p> <p>La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en oeuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ; Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en oeuvre ;</p> <p>Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39</p> <p>Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</p> <p>Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; Les procédures de gestion des déchets ;</p> <p>Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</p> <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1^{ère} mise en oeuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en oeuvre et des équipements de protection utilisés.</p> | |
| Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage | <p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <p>– Pendant les travaux de désamiantage,</p> <ul style="list-style-type: none"> • • mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; • • mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ; <p>– Avant démantèlement de l'isolement,</p> <ul style="list-style-type: none"> • • prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1^{ère} restitution » suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC). | LOT 01 DESAMIANPAGE |
| Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage | <p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> • • Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée fin de chantier amiante »; • • Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : « Mesure dite de 2^{ème} restitution » suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé | MAITRE D4OUVRAGE |



| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|------------------------|-------------------------------|--------------|
| | publique / MPCA Listes A & B. | |

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|---|-------------------|
| Goulottes à gravats | Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite. | Sans objet |
| Nettoyage quotidien des zones de travail | Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets vers les filières adaptées : Pas de bennes sur site, stockage de déchets interdit | Tout corps d'état |
| En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail | Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante | Tout corps d'état |

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne doivent pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informe préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fait au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établit un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) sont évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives sont adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

Pour les réservations, l'**entrepreneur de gros œuvre** doit mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m doit être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers sont protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.



Concernant les terrassements, les entreprises concernées (**LOT 1 VRD**) doivent :

- La mise en sécurité du site avant travaux,
- La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles, tranchées.
- La protection contre le risque d'ensevelissement, d'effondrement.
- La délimitation et le balisage de la zone de travail.

En phase démolition, les protections contre les chutes de hauteur du personnel et les risques d'effondrement et de chutes de matériaux sont à la charge des entreprises concernées (**lot 3 Gros-œuvre**)

- Mise en place de clôture type HERAS pour interdire l'accès aux zones prévisibles de chute de matériaux.
- Mise en place d'auvents faisant office de surface de recueil.
- Mise en place de tous les butons et étaieement nécessaires.
- Mise en place des protections collectives au moment des déposes (en protection des trémies, ouvertures en façade...).

L'entreprise titulaire du **Lot 2 Gros œuvre** a à sa charge le maintien des accès et protections collectives (chute de hauteur, chute d'objet) sur les toitures et travaux de façade.

Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, translucides, descente EP.

En cas d'utilisation de filets périphériques, ces protections doivent intégrer une lisse supérieure rigide.

Dès que possible :

- Les réservations doivent être rebouchées ;
- Les éléments définitifs de protections doivent être installés dès la mise en place (en particulier les garde-corps) sur les passerelles, escaliers, portes palières d'ascenseurs, etc.).

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|---|--|
| Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords | Les protections collectives sont étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés. | lot 3 Gros-œuvre |
| Couverture/Façades mise en place de protections collectives | Les protections collectives sont conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations). | Lot 5 Etanchéité Lot 6 Couverture |
| Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers | Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes par le lot principal. | Tout corps d'état |
| Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente | Chaque entreprise à l'issue de ses interventions doit rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement. | Tout corps d'état |
| Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante | La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante. | Tout corps d'état |
| Vide sanitaire | Pour les travaux dans l'existant, les entreprises devront tenir compte des contraintes (faible hauteur, ventilation, insalubrité...) et prévoir des moyens adaptés dans leur analyse des risques. | Lots techniques |

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.



| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---------------------------------------|---|-------------------|
| Travaux de faible hauteur | Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) sont utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m. | Tout corps d'état |
| Hauteur > de 2,50 m | Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle est imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention. | Tout corps d'état |
| Utilisation partagée d'un échafaudage | dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice doit réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées est établie. | Tout corps d'état |

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur de gros œuvre assure le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau sont réalisés par le lot principal :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations extérieures.

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|---|--|
| Installation de distribution électrique intérieure | Depuis l'armoire générale, il doit être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution doit permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m. | LOT 3 – GROS ŒUVRE LOT 15 - Electricité |
| Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises | Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. | Tout corps d'état |
| Installation d'éclairage de chantier | Sont éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les escaliers et circulations intérieures. | LOT 15 - Electricité |
| | L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise. | Tout corps d'état |
| Installations particulières aux enceintes très conductrices | Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices font installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit. | Tout corps d'état |
| Contrôle des installations électriques de chantier | Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011. | LOT 2 – GROS ŒUVRE |
| | Les installations doivent faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. | LOT 15 - Electricité |



| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|------------------------|--|--------------|
| | Un exemplaire du rapport de conformité doit être tenu à disposition sur le chantier. | |

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

| Organisation concernée | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|--|-------------------|
| Travaux superposés | Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) est interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique. | Tout corps d'état |
| Protection liée à la protection de tâches d'un lot | Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot met en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage. | Lot concerné |
| Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots | Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. | Lot concerné |
| | Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. | Lot concerné |
| | Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur. | Lot concerné |
| Travaux de façade | Les entreprises doivent s'assurer du nivellement et compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite. | Lot concerné |
| Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières | Ces travaux sont dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives est privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée doit également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques est à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique. | Lot concerné |

MESURES PRISES EN MATIERE DE RISQUES SPECIFIQUES (NON EXHAUSTIVES)



| Risque | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|---|--|--|
| Risques d'intoxication | Les dispositions de nature à prévenir les risques d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) sont indiquées dans le PPSPS de l'entreprise générant ces risques. Communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques. | Lot concerné |
| Risques liés à la qualité de l'air | Dans des lieux confinés (exemple : vide sanitaires), en particulier en cas d'absence ou de dysfonctionnement du système de ventilation ; la qualité de l'air peut se trouver dangereusement modifiée : - Présence d'effluents gazeux dangereux (ammoniac : NH3...) - Présence de gaz inerte (argon, etc.) qui peuvent provoquer une anoxie par un abaissement sensible de la teneur en oxygène. - Accumulation de radon en particulier dans les sous-sols... Chaque entreprise a l'obligation de s'assurer qu'un contrôle initial de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé, a été effectué dans ces lieux confinés avant toute intervention d'opérateurs. | Lot concerné concernant les travaux en Vide Sanitaire notamment |
| Risques d'électrification | Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée : - Désignation d'un chargé de consignation - Signalisation bien visible de la mise hors tension. - Condamnation en position d'ouverture des organes de séparation - Sur le lieu de travail identification de l'ouvrage. - Vérification d'absence de tension immédiatement suivie de la mise à la terre et en court-circuit. | Lot concerné |
| Risques par écrasements par renversement de matériaux ou de matériels | Les aires de stockage doivent être planes et stabilisées, ces conditions doivent être vérifiées par chaque entreprise avant d'effectuer toute livraison. Les matériaux de grande dimensions (fermes,...) et matériels (banches) doivent être stockés avec des dispositifs de stabilisation pour éviter le renversement sous l'effet du vent, d'un effort ou d'un choc. | Lot concerné |

RISQUE INCENDIE

| Risque | Mesure de Coordination | Lot concerné |
|--|--|----------------|
| Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud (étanchéité à chaud par exemple), les dispositions suivantes sont à prévoir : | - Utiliser les outils et matériaux conformément aux prescriptions du fabricant - Evacuer ou protéger tout les éléments et matériaux potentiellement inflammables à proximité de la zone de travail - Extincteur (vérification périodique à jour) à proximité | Lots concernés |



| <i>Risque</i> | <i>Mesure de Coordination</i> | <i>Lot concerné</i> |
|---------------|--|---------------------|
| | <p>directe du poste de travail</p> <p>- Surveillance pendant et après travaux (arrêt des travaux par point chaud au moins deux heures avant la fin de vacation).</p> <p>- Site en exploitation : établir un permis de feu avec le chef d'établissement</p> | |

RISQUE ELECTRIQUE

| <i>Risque</i> | <i>Mesure de Coordination</i> | <i>Lot concerné</i> |
|--|---|---------------------|
| Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation | <p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.</p> <p>Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p> | Lots concernés |
| Travaux de branchement électrique / Risque d'électrisation | <p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.</p> <p>Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p> | Lots concernés |
| Travaux de façades à proximité d'une ligne aérienne non protégée, travaux exécutés hors tension / Risque d'électrisation | <p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.</p> <p>Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de façades par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après neutralisation, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau.</p> | Lots concernés |

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux sont exécutés à proximité dans des locaux occupés (**salle des classes, réfectoires, voies de circulation dédiées au personnel et livraison du lycée...**) nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public a la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier sont imposés par le MOA/MOE, en concertation avec l'exploitant.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se font dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fait par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux dans un établissement en activité :

- **Préalablement au commencement des travaux, il doit être procédé avec l'exploitant à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.**

- le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications est maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donne un avis.

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier est soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation est réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.



Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets sont installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise doit nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows sont maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions doivent être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues peut être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif est d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante doit prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle peut être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

ICI CHANTIER :

Rénovation énergétique du groupe scolaire

rue Pors ar Bornic

22200 SAINT AGATHON

Téléphone

1. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation doivent toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours peut être envisagé à partir du téléphone du chantier

L'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée est apposée bien visiblement dans les installations de chantier pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, doit dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il est demandé la présence sur le chantier en permanence d'au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail doivent être formés.

Chaque sauveteur doit clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.



DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne doit jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants doivent être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fait l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants doivent être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|--|---|
| <p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. | Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage | <ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95 |

INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|--|--|
| <p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demande au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirme en retour la date d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une IC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> | Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS | En application de l'article R. 4532-13 |



| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|----------|-----------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p> | | |

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|--|--|
| <p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. | Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage | En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9 |

DIFFUSION DES PPSPS

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|---|--|--|
| <p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPPS BRETAGNE 16 rue de la Morgan Centre Synergie 22 22360 LANGUEUX</p> <p>Envoi par mail à privilégier : brice.tanguy@dekra.com</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. | Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang | En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71 |



OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

| <i>Modalités pratiques de coopération</i> | <i>à charge</i> | <i>code du travail</i> |
|--|--|------------------------|
| Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS. Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées. Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier. | Coordonnateur SPS Maître d'Oeuvre | Articles R. 4532-13 |

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

| <i>Modalités pratiques de coopération</i> | <i>à charge</i> | <i>code du travail</i> |
|--|-------------------|--|
| Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire. Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées. Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour. | Coordonnateur SPS | En application de l'article R. 4532-48 |

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

| <i>Modalités pratiques de coopération</i> | <i>à charge</i> | <i>code du travail</i> |
|---|-------------------|---------------------------|
| Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS. S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier. Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination. La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1 ^{ère} catégorie). | Coordonnateur SPS | Articles R. 4532-47 et 48 |

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

| <i>Modalités pratiques de coopération</i> | <i>à charge</i> | <i>code du travail</i> |
|--|---|------------------------|
| L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre | Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage | Article R. 4532-60 |



| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|----------|-----------------|
| lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers). | | |

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

| Modalités pratiques de coopération | à charge | code du travail |
|--|---------------------------|-----------------------------|
| Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier. | Travailleurs indépendants | Article R. 4535-1 et 4535-2 |

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



Annexe(s)

| |
|--|
| <p align="center">ANNEXE 1</p> <p align="center">LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES</p> <p align="center">DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE</p> |
|--|

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

| <i>Lots</i> | <i>Titulaire ou ST</i> | <i>Entreprises</i> | <i>Représentant</i> | <i>Téléphone Fax mail</i> |
|---|----------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|
| LOT 01 DECONSTRUCTION | T | | | |
| LOT 02 TERRASSEMENT RESEAUX | T | | | |
| LOT 03 GROS OEUVRE | T | | | |
| LOT 04 CHARPENTE BOIS/METALLIQUE BARDAGE | T | | | |
| LOT 05 ETANCHEITE | T | | | |
| LOT 06 COUVERTURE METALLIQUE | T | | | |
| LOT 07 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM | T | | | |
| LOT 08 SERRURERIE METALLERIE | T | | | |
| LOT 09 MENUISERIES INTERIEURES BOIS | T | | | |



| <i>Lots</i> | <i>Titulaire ou ST</i> | <i>Entreprises</i> | <i>Représentant</i> | <i>Téléphone Fax mail</i> |
|---|----------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|
| LOT 10 DOUBLAGES CLOISONS | T | | | |
| LOT 11 FAUX PLAFONDS | T | | | |
| LOT 12 CHAPES REVETEMENTS DE SOLS FAIENCE | T | | | |
| LOT 14 PLUMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION | T | | | |
| LOT 15 ELECTRICITE | T | | | |